

2020

RAPPORT ANNUEL



**SOS
FAIM**

LUXEMBOURG

COVER STORY

WORKIE SEWUNET 32 ANS

Workie Sewunet vit dans la région Amhara, en Ethiopie. Elle est mariée et mère de 3 enfants (âgés de 2 à 10 ans).

Workie est une des bénéficiaires d'un programme établi par notre partenaire Facilitator for Change (FC) venant en aide aux femmes vivant dans une situation de grande précarité, en organisant des groupes d'entraide afin d'améliorer leur condition de vie et celle de leur famille. Workie a alors pu bénéficier de formations sur des thématiques comme l'épargne, l'agroécologie ou la diversification des revenus.

Le programme a eu de nombreuses retombées positives sur la famille de Workie, aujourd'hui presqu'autosuffisante. Elle a diversifié ses cultures et s'est lancée dans l'élevage de bétail et de volaille. Ce qui lui permet de mieux se nourrir et de générer un revenu.

Cependant, en raison de la possession limitée des terres, la famille n'est toujours pas en mesure de garantir sa sécurité alimentaire à un niveau suffisant sur le long terme.

SOMMAIRE

- 4 EDITO
- 6 LE CŒUR DE SOS FAIM
- 7 IMPACT DE LA PANDÉMIE
- 8 CHIFFRES CLÉS 2020
- 10 FINANCEMENT ET ACCOMPAGNEMENT 2020
- 24 L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
- 25 LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE, VERS UN MONDE SANS FAIM
- 26 SENSIBILISATION DU PUBLIC
- 28 LA SENSIBILISATION SOUS UNE AUTRE FORME
- 29 APPUI AUX INITIATIVES CITOYENNES
- 30 LE PLAIDOYER POLITIQUE, UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE
- 32 RÉCOLTE DE FONDS
- 34 PARTENARIATS
- 36 LES FAÇONS DE DONNER
- 38 DES ALLIANCES POUR PLUS D'IMPACT
- 39 FINANCES
- 40 INSTANCES ET ÉQUIPES

EDITO

Contrairement à nos craintes, l'année 2020, marquée d'un bout à l'autre par la crise du coronavirus, n'a finalement pas été si mauvaise que cela. Si la pandémie aura incontestablement laissé de profonds traumatismes et traces, d'ordre physique et psychique, tout comme sur les plans économique et social, elle nous aura néanmoins permis de continuer notre travail, tant au Luxembourg que dans les 6 pays africains où nous étions engagés en 2020. Le présent rapport en livre les détails.

Qu'il me soit permis d'exprimer ici toute notre gratitude, d'abord à nos partenaires sur le terrain qui ont su développer une résilience extraordinaire, non seulement pour continuer les projets engagés, mais aussi pour expérimenter d'autres formats et instruments d'action, adaptés aux crises alimentaire, sanitaire et sécuritaire. Ensuite, un grand merci à toute l'équipe de Schiffange qui a su gérer au mieux les difficultés liées au télétravail et à l'absence complète de missions sur le terrain, si importantes en termes de contacts humains et de production de savoirs partagés. Enfin, notre gratitude va au Ministère des Affaires étrangères et européennes (Ministre Franz Fayot et Direction de la coopération au développement et de l'action humanitaire) et à Madame Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, ainsi qu'à nos donateurs et donatrices qui nous sont resté(e)s fidèles pendant ces temps difficiles.

Que nous réservera l'année 2021 ?

Il est clair que nous n'en avons pas terminé avec le Covid-19 et ses mutations. Non seulement la pandémie a entraîné des crises sanitaire, économique et sociale, mais elle a aussi aggravé les crises sécuritaire, environnementale et migratoire. Parmi les nombreuses conséquences de cette situation, citons-en deux qui nous inquiètent profondément : un renforcement dramatique des inégalités et un affaiblissement des libertés et droits humains, ainsi que des procédures démocratiques.

La coopération au développement, avec son travail en profondeur sur un long terme, peine à trouver sa place entre les urgences humanitaires, climatiques et sociales. Si de « nouveaux » concepts semblent progressivement s'imposer (biens publics mondiaux; transitions sanitaire, épidémiologique, écologique, énergétique, démographique, démocratique ; finance inclusive ; résilience ; approche par les droits humains ; approche « globale », plutôt que Sud et Nord, etc.), on réinterroge aussi les modes de travail (co-construction et autonomie renforcée pour les partenaires du Sud) où « l'espace numérique » jouera

évidemment un rôle grandissant.

Le plaidoyer politique devient non seulement plus important et vital que jamais, mais étend aussi son champ d'action. Ainsi, une ONGD telle que SOS Faim doit à la fois approfondir ses fondamentaux (autour de l'agriculture familiale, de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, de la finance inclusive, de l'agroécologie et d'un système alimentaire résilient et inclusif), et approfondir son expertise autour d'« engagements » concernant les droits humains (droits des paysan-ne-s, devoir de vigilance, défense des « défenseurs de droits »), la justice (sanitaire, sociale, climatique, fiscale...), les « commons » de toutes sortes, une économie sociale et solidaire, ainsi que les ODD (Objectifs de développement durable).

La crise du Covid-19, la plus grave crise sanitaire mondiale depuis un siècle, oblige à repenser fondamentalement la notion de solidarité internationale. Comme le souligne l'économiste français Thomas Piketty dans une récente chronique dans « Le Monde » (avril 2021) : au-delà du droit à produire

des vaccins et du matériel médical, c'est toute la question du droit des pays pauvres à se développer et à percevoir une partie des recettes fiscales des multinationales et des milliardaires de la planète qui doit être posée. « Il faut sortir de la notion néocoloniale d'aide internationale, (distribuée selon le) bon vouloir des pays riches, sous leur contrôle, et passer enfin à une logique de droits ».

Nous sommes profondément convaincus que la réduction des inégalités et de la pauvreté doit être au cœur de la reconstruction post-Covid qui ne saurait se faire en suivant une idéologie du libre-échange absolu. D'une part, un nouveau pacte fiscal, fondé sur la justice fiscale, doit garantir le financement de la santé publique, de la protection sociale, de l'emploi et du travail décent. D'autre part, les gouvernements doivent définitivement tourner le dos à l'austérité et au contraire investir dans la transition écologique et sociale, afin de faire de cette crise une opportunité de reconstruire l'économie mondiale sur des bases plus justes et durables. Par ailleurs, la coopération multilatérale doit être refondée pour répondre efficacement aux enjeux mondiaux, tels que les pandémies, le climat, l'instabilité financière ou l'évasion fiscale, la transformation numérique du travail, la mobilité régionale et internationale. Bref, il nous faut un « New Deal mondial », comme le demande Antonio Guterres, Secrétaire Général de l'ONU.

A nous, avec nos amis africains, de « co-construire » des relations de solidarité plus équilibrées, privilégiant le partage malgré l'éloignement et déléguant de nouvelles missions aux acteurs locaux. Que nous puissions profiter de nos apprentissages pendant la crise du coronavirus pour refonder nos politiques et développer leur cohérence, et cela autour de concepts dont nous avons pu voir l'importance pendant la crise : reconnaissance et solidarité, diversité et participation, présent et avenir numériques, développement durable et intelligence artificielle, responsabilité et empowerment et, surtout : démarches et processus se fondant sur les droits humains et des protocoles robustes de démocratie participative, afin que nous puissions libérer nos imaginaires et (ré)inventer ensemble la solidarité, la justice sociale et un autre « vivre-en-commun » !



Permettez-moi de terminer cette brève introduction par une citation d'un beau texte de Felwine Sarr (*Traces. Discours aux Nations Africaines*), adressé surtout aux jeunes du continent africain.

Raymond Weber
Président de SOS Faim Luxembourg



**Pousser l'humanité
encore plus loin.
Ne pas seulement
rétablir, mais élargir.
Repousser l'horizon de la
lumière.
Approfondir la source de
la vie.
Ne pas apaiser son
tumulte.
Affiner la qualité de la
vibration.**

Felwine Sarr

LE CŒUR DE SOS FAIM

VISION

*SOS Faim
aspire à un monde
où les hommes et
les femmes voient leurs
droits respectés, plus
particulièrement le droit des
peuples à une alimentation
adéquate, produite dans le
respect de l'environnement
naturel, social
et culturel.*



MISSION

*SOS Faim
agit pour la
transformation des
systèmes agricoles et
alimentaires en accompagnant
des organisations engagées
pour le développement de
l'agriculture familiale durable
et en promouvant une
consommation
alimentaire
responsable.*



*Dignité
Equité
Solidarité
Engagement*

VALEURS



IMPACT DE LA PANDÉMIE

Depuis mars 2020, le Covid-19 a bouleversé nos vies sur tous les plans. Quel a donc été son impact sur une association comme SOS Faim ? Il fut important, certes, mais peut-être pas là où l'on pourrait s'y attendre.

Dès le début de la pandémie, nous avons invité nos partenaires en Afrique à nous informer des conséquences sur le terrain. Certes, des activités furent reportées ou annulées. Les paysans ont eu des difficultés à se rendre aux champs et à vendre leurs produits. Les institutions de microfinance ont dû fermer leurs caisses et interrompre les visites de leurs clients. Ceux-ci ont parfois retiré massivement leur maigre épargne et ont eu du mal à rembourser leur crédit. De notre côté, nous avons très vite signifié à tous nos partenaires que nos engagements financiers contractualisés seraient honorés et que nous allions faire preuve d'une très grande souplesse dans le report des montants non dépensés et dans la réaffectation budgétaire, ce qui fut grandement apprécié.

Malgré cette situation très difficile, soyons honnêtes : **nous n'avons pas reçu de message ni d'information catastrophique liés au Covid-19 en provenance de nos partenaires.** Les données et analyses disponibles semblent indiquer que la pandémie a jusqu'ici relativement épargné l'Afrique (hormis l'Afrique du Sud ou le Maroc, par exemple). Surtout, il est indéniable que les autres crises – politiques, économiques, sécuritaires – sont bien plus dramatiques que la crise sanitaire actuelle : cette dernière ne venant qu'attiser les précédentes.

Pour SOS Faim, d'un point de vue financier, la pandémie n'a pas eu d'impact négatif : le MAEE a garanti le versement de ses subsides aux ONG, ce dont nous pouvons lui être très reconnaissants. Quant aux dons des particuliers, ils n'ont pas diminué, un grand merci à eux également.



Mais l'impact est ailleurs et tout aussi inquiétant : SOS Faim est une association où les relations humaines priment avant tout : avec les partenaires, avec d'autres ONG, entre membres ou entre collègues. L'arrêt complet des missions sur le terrain, des activités de sensibilisation ou des réunions en présentiel est beaucoup plus impactant : il affaiblit notre connaissance du terrain et notre accompagnement, il perturbe l'émergence de nouvelles synergies, il empêche l'émulation collective, il annihile les moments de partage et de plaisirs entre membres du CA et de l'équipe. Il sape notre moral et nous démotive. La communication digitale atténuée cela mais très modérément.

La disparition de quasiment toute relation sociale : voilà ce qui nous affecte le plus à SOS Faim. Alors, nous nous accrochons, comme tout le monde. Il nous paraît toutefois extrêmement difficile de mener un vrai travail de coopération si la pandémie devait s'éterniser. Mais nous gardons espoir ! **La campagne de vaccination est en cours. Pour l'accélérer à l'échelle mondiale, ne faudrait-il pas déroger aux règles de propriété intellectuelle de l'OMC qui entravent l'accès aux vaccins aux pays les plus pauvres ?** En attendant, nous ferons de notre mieux pour respecter nos engagements solidaires.

CHIFFRES CLÉS 2020



ACTIVE DANS 6 PAYS AFRICAINS

BÉNIN, BURKINA FASO, ETHIOPIE, MALI, NIGER,
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

ARTICLES
DANS LA PRESSE
LUXEMBOURGEOISE



15

INTERPELLATIONS
DE DÉCIDEURS



2.000

 CALENDRIERS DISTRIBUÉS
“ CHANGEONS DE MENU ! ”

45
ORGANISATIONS
PAYSANNES
FORMÉES



27
SESSIONS
DE FORMATION

134

APPRENANTS
FORMÉS

DONT 34 FEMMES

731.289,74€

DE DONNS



10.212 DONNS



4.130

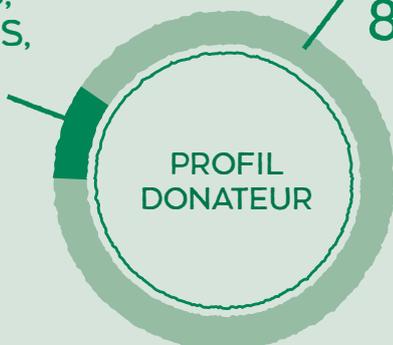


DONATEURS ACTIFS

952 NOUVEAUX DONATEURS

71,61€ DON MOYEN

ASBL,
COMMUNES,
FONDATIONS,
LYCÉES ET
SOCIÉTÉS
20%



DONATEURS
PRIVÉS
80%

DONNS VIA



+ 62%



18%

DE FANS
EN PLUS SUR NOTRE
PAGE FACEBOOK

3.215 ABONNÉS FACEBOOK

SOSFAIM.LU

47.644 VISITES



145% DE PLUS QU'EN 2019

FINANCEMENT ET ACCOMPAGNEMENT 2020

Au cours de l'année 2020, SOS Faim était présent dans 6 pays d'Afrique au travers de l'appui de 20 partenaires pour lesquels une brève présentation est proposée dans les pages suivantes.

Un montant total de 1.589.524 EUR a été transféré aux organisations partenaires de SOS Faim via l'accord-cadre de coopération (MAEE) et les projets MECDD, au cours de l'exercice 2020. La pandémie du Covid-19 a forcément eu divers impacts pour nos partenaires mais également dans nos relations de travail. En effet, SOS Faim a l'habitude de travailler au plus proche de ses partenaires en se rendant sur place, en mission. Cette année, les échanges se sont poursuivis à distance.

Du point de vue des activités des partenaires de SOS Faim, l'année 2020 s'est globalement bien passée, même si l'impact de la pandémie du Covid-19 et l'instabilité politique, se traduisant par des mouvements violents, ont été une réalité dans l'ensemble des pays d'intervention. On notera d'ailleurs que nos partenaires, « habitués » à faire face tant à l'adversité matérielle /économique et sociale qu'à la gestion de l'imprévu, ne nous ont pas alertés de manière grave et urgente concernant les effets de la pandémie. Et pourtant :

- ✓ Plus de 100 millions d'Africains ont fait face à une crise, à une situation d'urgence ou à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire en 2020. Soit, une augmentation de plus de 60 % par rapport à l'année précédente. Les niveaux d'insécurité alimentaire devraient encore s'aggraver en 2021 ¹.
- ✓ Les niveaux de violence en Afrique (Sahel ; Bassin du Lac Tchad ; Nord du Mozambique) se poursuivent sur une pente ascendante. Entre autres facteurs, cela se voit dans leur volonté de combattre les forces de sécurité étatiques, ainsi que dans la sophistication accrue de ces groupes pour exploiter les flux de revenus dans le cadre de ce qui revient souvent à une activité criminelle organisée ².

Année après année, le contexte d'intervention de SOS Faim et de ses partenaires en Afrique se dégrade : la situation est toujours aussi tragique au Sahel avec des victimes civiles des violences de plus en plus nombreuses, y compris entre agriculteurs et éleveurs ; les pays côtiers, en Afrique de l'Ouest, craignent une extension des mouvements violents chez eux ; la situation est toujours critique dans la région des Grands Lacs. Quant à l'Éthiopie, un nouveau foyer de violence, d'intensité élevée, avec violations massives des droits humains a éclaté fin 2020 au Tigré, en sus de tensions inter-ethniques très vives dans plusieurs régions.

Ce contexte très difficile aura forcément des effets sur les efforts d'action collective, sur les plans économique et social, des partenaires de SOS Faim. Les résultats obtenus, plus ou moins significatifs, en sont d'autant plus remarquables. Notons par exemple l'importante capacité d'adaptation des institutions de microfinance au regard des mesures restrictives mises en place dans le contexte de la pandémie du Covid-19 qui leur a permis de conserver une viabilité globale satisfaisante. Par ailleurs, le contexte n'aura pas empêché les organisations de producteurs (OP) de poursuivre leur évolution en matière de compétences en finance agricole. Notons également l'évolution de la considération de l'enjeu de la durabilité environnementale des pratiques agricoles au sein des OP.

¹ <https://africacenter.org/fr/spotlight/aggravation-de-la-crise-alimentaire-sur-le-continent-africain/>

² <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-flamme-de-violence-islamiste-en-afrique-souligne-un-changement-du-paysage-securitaire/>



BURKINA FASO

- CEC-BM
- UBTEC



NIGER

- AEC
- FCMN
- FUCOPRI



ETHIOPIE

- BUUSAA
- GONOFAA MFI
- FC
- HARBU MFI
- HUNDEE
- WASASA



MALI

CVECA-ON



KIVU (RDC)

- AMIS KIVU
- FOPAC SK



BÉNIN

- ANOPER
- RENACA
- REPAB
- SYNPA

AGRI+

AU TRAVERS LE DISPOSITIF AGRI+, NOUS SOMMES PRÉSENTS :

AU BURKINA FASO AU MALI ET AU NIGER À TRAVERS LE PROGRAMME DE FORMATION DES PRODUCTEURS EN FINANCE AGRICOLE



SOUS-RÉGIONAL

- CRCOPR
- CGLTE-AO
- INTER-RÉSEAUX

ANOPER

ASSOCIATION NATIONALE DES ORGANISATIONS
PROFESSIONNELLES D'ÉLEVEURS DE RUMINANTS AU BÉNIN

La crise sanitaire et les restrictions des déplacements liées ont augmenté la vulnérabilité des éleveurs, qui n'ont pas pu vendre leurs animaux comme d'habitude dans les marchés à bétail. En outre, la limitation de la transhumance en provenance des pays voisins, comme entre les départements béninois, a bouleversé les habitudes et les opportunités commerciales des membres de l'ANOPER. L'association a de ce fait réalisé un important travail de plaidoyer sur ce thème. Bien entendu, la prestation de services économiques et sociaux aux éleveurs est toujours au cœur de l'action de l'ANOPER (production et transformation laitières, construction d'infrastructures pastorales, alphabétisation, etc.).



RENACA

RÉSEAU NATIONAL DES CAISSES VILLAGEOISES D'ÉPARGNE ET
DE CRÉDIT AUTOGÉRÉES

En dépit des restrictions et des difficultés économiques, le RENACA a affiché de belles performances financières au 31/12/2020. Le sociétariat a atteint 182.657 membres, soit un accroissement de 9,54% ; les dépôts ont augmenté de 17,66%, l'encours crédit de près de 16% avec un taux de portefeuille à risque à 30 jours de 6,80%. Ainsi, le réseau continue d'améliorer ses performances et son fonctionnement, tant sur les plans des ressources humaines que des infrastructures. Concernant le financement agricole, le RENACA a entretenu des échanges fructueux avec plusieurs OP, aboutissant à la signature de conventions de partenariat. Dans ce cadre, des crédits ont été accordés à 3.332 agriculteurs en 2020. Le RENACA a par ailleurs poursuivi la formation de ses équipes tant sur l'agriculture que sur le manuel de politiques et de procédures spécifique au financement agricole.



En 2020, le RÉPAB a poursuivi ses activités d'encadrement des producteurs d'ananas, afin d'approvisionner son principal client, l'usine locale de transformation Jus Tillou. D'autres acheteurs ont été identifiés ce qui permettrait de diversifier les débouchés et les risques. Outre le conseil et le suivi technique des producteurs, l'obtention des certifications biologique et équitable, la fourniture d'intrants et la commercialisation groupée, le RÉPAB essaie d'animer la concertation entre les producteurs afin de favoriser l'élaboration de positions communes à la profession agricole. Par ailleurs, 2020 a été marquée par le renforcement de l'organisation sur des aspects de gestion financière, avec une formation des équipes et des élus, dans l'objectif d'une meilleure gouvernance. Ce chantier est important et doit se poursuivre en 2021 afin de sécuriser la croissance des activités du réseau.



Synergie Paysanne a poursuivi ses activités de plaidoyer afin de représenter au mieux les producteurs agricoles et de défendre leurs intérêts. Ses thèmes de prédilection sont le foncier, les OGM, ou encore l'agroécologie. Un projet de loi sur les semences paysannes a été rédigé en collaboration avec une autre ONG béninoise et présenté aux députés. En fin d'année, une importante étude sur le repositionnement de SYNPA dans le paysage syndical et agricole béninois a été entreprise et sera approfondie en 2021. Par ailleurs, SYNPA s'est adaptée au contexte sanitaire et s'est engagée dans la sensibilisation d'un certain nombre d'agriculteurs aux gestes barrières, avec distribution de masques et de kits de lavage des mains.



UBTEC

UNION DES BAORÉ TRADITION ÉPARGNE-CRÉDIT

Dans le contexte particulier de l'année 2020, le réseau mutualiste d'épargne et de crédit UBTEC, partenaire historique de SOS Faim, a mis à profit son ancrage local en renforçant ses produits et services à ses membres. Le nombre d'emprunteurs actifs fin 2020 est de 39.686, en hausse de plus de 10% par rapport à l'année précédente et l'encours de portefeuille de crédits a augmenté de 14% par rapport au 31.12.2019 (passant de 4.259.425,54 EUR à 4.869.221,61 EUR). L'épargne collectée est en hausse également (passant de 5.204.718,90 EUR à 7.071.255,88 EUR). Les femmes représentent 55% des bénéficiaires finaux de l'UBTEC, ce qui reflète notamment l'implication de l'UBTEC dans la finance communautaire, à travers la promotion des MUSO.

Deux éléments à retenir en 2020 : le dynamisme de l'UBTEC en matière de nouvelles relations partenariales avec des organisations paysannes et la promotion des groupes communautaires pour la gestion du warrantage (système de crédit dont la garantie porte sur les stocks gérés par des organisations paysannes).



CEC-BM

CAISSE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE LA BOUCLE DU MOUHOUN

Le partenariat SOS Faim / CEC- BM a débuté en 2020. Les deux organisations avaient déjà collaboré avec succès à travers le programme AGRI+. La CEC-BM est une institution de microfinance mutualiste d'envergure régionale porteuse d'une vision forte de développement local, au service de ses membres. La Boucle du Mouhoun, située au nord-ouest de Ouagadougou la capitale, est une région agricole, surnommée le Grenier du Burkina Faso, en référence aux cultures de céréales notamment.

Aujourd'hui la caisse comptabilise 6.240 membres avec 1.798 crédits en cours fin 2020, majoritairement fléchés sur les activités agricoles. L'IMF est impliquée dans la mise en œuvre de warrantage et promeut la construction de magasins de stockage. En 2020, la CEC-BM dispose d'un encours d'épargne de 733.132,19 EUR et d'un encours de crédit d'un peu plus d'un million d'EUR, ce qui représente une augmentation de plus de 40% en trois ans sur ces deux indicateurs.



En 2020, le soutien de SOS Faim au profit de ce nouveau partenaire s'est traduit par un appui à l'ouverture d'une nouvelle caisse rurale dans une commune difficile d'accès (Konobougou) dans la zone de l'Office du Niger, au Mali. Le réseau CVECA-ON compte désormais 66 caisses en milieu rural. L'appui s'est traduit par la construction du bâtiment, par l'organisation de formations et d'ateliers de sensibilisation à destination des nouvelles recrues, des élus locaux et de la population locale. Enfin, le nouveau guichet a été équipé en matériel informatique, logistique et mobilier.

L'institution de microfinance affiche une belle dynamique ; SOS Faim continuera à appuyer cet acteur dans sa stratégie d'extension qui a comme but principal de toucher un maximum de producteurs agricoles pour leur offrir des services financiers adaptés à leurs besoins.



Depuis le début de la mise en œuvre des activités soutenues actuellement par SOS Faim, FC a pu toucher un total de 3.278 agriculteurs dans les deux régions d'intervention (Dimtu et Bure). L'ONG a surtout travaillé sur la diversification des pratiques agricoles et la gestion durable des terres afin de stabiliser voire améliorer les sources de revenus des petits paysans.

L'ONG a combiné deux méthodes différentes : la conservation biologique (introduction de légumineuses, utilisation d'engrais naturels minéraux, promotion de cultures de couverture, rotation de cultures) et la conservation physique (agroforesterie, reboisement, protections physiques).

Toutes les activités ont été menées et seront gérées de manière durable par les communautés locales.



En 2020, HUNDEE a poursuivi, son travail de professionnalisation d'une vingtaine de coopératives laitières se situant dans la « ceinture du lait d'Ethiopie » en périphérie nord de la capitale, Addis Abeba. La pandémie a eu un impact très négatif sur le marché et la filière du lait. La demande a en effet chuté de façon spectaculaire. Les coopératives ont donc assisté à une année d'activités très compliquée, d'où l'importance de la présence continue de HUNDEE à leurs côtés.

L'ONG a équipé les coopératives en petit matériel et en fonds de roulement. La situation Covid-19 n'a pas permis de mettre en œuvre les autres activités prévues : soutien à la commercialisation, formations, journées promotionnelles du lait local. Ces activités sont reportées à l'année 2021.



HARBU MFI

HARBU MICROFINANCE INSTITUTION

Malgré le contexte compliqué, l'IMF peut de nouveau se prévaloir d'une augmentation de ses volumes de crédits octroyés (+12,8%), du volume d'épargne mobilisée (+25%) et du nombre de clients fidélisé (+15%).

L'institution a augmenté le nombre de crédits octroyés en milieu rural et agricole. Le secteur de l'agriculture reste le secteur le plus important de l'Ethiopie (75% du PIB) et se caractérise, en microfinance, par un taux de remboursement exemplaire variant entre 95% et 98%.

En 2020, avec l'appui de SOS FAIM, l'IMF a pu poursuivre sa stratégie de décentralisation et d'expansion avec la mise en place de 12 nouvelles RSF (Rural Service Facility) qui sont, pour rappel, des petites caisses rurales autogérées par les communautés locales. Ces 12 caisses s'ajoutent aux 2 caisses pilotes qui ont vu le jour en 2019.



Toujours l'IMF privée la plus importante d'Ethiopie, WASASA compte actuellement 177.000 clients (168.000 clients en 2019), dont 49.000 épargnants. L'épargne couvre les crédits à hauteur de 50% environ.

Courant 2020, l'institution a développé son offre de crédits aux producteurs agricoles. WASASA a ouvert 6 nouvelles agences et mis en place deux nouvelles caisses rurales de proximité (RSF). L'IMF a aussi poursuivi l'ambitieux projet d'interconnexion de toutes ses RSF au système de gestion central du siège.



BG

BUUSAA GONOFEE MFI (IMF)

Buusaa Gonofaa, finaliste 2020 du Prix de la Microfinance et partenaire historique de SOS Faim, compte fin 2020 environ 130.000 clients. L'IMF a également renforcé son soutien au monde agricole. L'institution a mis sur pied des collaborations innovantes avec des coopératives paysannes dans deux régions (Arsi et West Arsi) du pays afin de contribuer au renforcement des acteurs impliqués dans la chaîne de valeur du malt d'orge et du blé (soutien à la logistique : transport et distribution de semences au profit des paysans clients de BG). Avec le soutien de SOS Faim, BG a pu remettre en état 5 RSF délabrées (pour la plupart rongées par les termites). Pour rappel, l'IMF gère un vaste réseau de 36 RSF au total. Elle est pionnière en la matière.

BG s'est aussi engagée sur la voie de la digitalisation – un processus qui est toujours en cours.



Malgré le contexte particulier de 2020, le dispositif Agri+ a pu se déployer du mieux possible avec le maintien des formations, la poursuite des activités des institutions de microfinance partenaires et la mise en place du dispositif suivi-évaluation (suivi des effets – approches orientées changement). Une première note de capitalisation concernant les effets de la formation a été produite. Enfin, l'évaluation à mi-parcours d'Agri+ a pu être lancée et, malgré du retard et une limitation de la phase terrain, elle a pu aboutir au cours du premier trimestre 2021.

Cette évaluation confirme toute la pertinence de la stratégie et de l'approche Agri+ en cohérence avec les besoins de financement de l'agriculture familiale dans les pays sahéliens. Concrètement, cela se matérialise avec une offre de services financiers adaptés à l'agriculture, mais aussi au travers l'amélioration de la qualité du partenariat et du dialogue entre organisations de producteurs agricoles et institutions financières et enfin avec le renforcement de compétences des OPA. Le rapport mentionne des pistes d'amélioration, notamment dans la perspective de la pérennisation des fonctions du dispositif (outils financiers et formation). Enfin, la proposition d'extension d'une année supplémentaire du mandat, jusqu'à fin 2023, est d'ores et déjà acceptée par le bailleur.

Les deux années qui viennent seront donc mises à profit pour renforcer ce qui a été jugé dans l'évaluation comme à la fois pertinent et efficient / efficace, tant au niveau de la ligne de crédit que de la formation. Il s'agira aussi d'approfondir les pistes de pérennisation des fonctions d'Agri+, à savoir la fonction financement des agricultures familiales et celle du renforcement des compétences et des capacités des explications familiales et de leurs organisations dans le domaine du champ économique et des services financiers.

Dans une zone géographique, le Sahel (qui peine à s'extraire d'une profonde crise politique, économique et sociale aux ramifications et enjeux complexes) il est plus que jamais nécessaire de soutenir des dynamiques socio-économiques multi-acteurs dans la durée. En effet, ces dynamiques permettent de poser les jalons de mécanismes de collaboration, de dialogue et de négociations vertueux et durables entre différentes composantes de la société.

Concernant le programme de formation en finance agricole au Niger, l'année 2020 s'est bien déroulée : les formations se sont poursuivies au profit de 14 OP (réparties sur les régions de Dosso et Maradi). En fin d'année, 16 nouvelles OP ont été identifiées pour un nouveau cycle de formation qui a débuté en décembre. La localisation de l'un des deux formateurs à Maradi, au sein de la Chambre Régionale d'Agriculture, a été très positif, notamment car il a permis d'ancrer le programme dans une structure nationale pérenne et a favorisé une meilleure proximité avec les OPA.

RÉSULTATS 2020

45 ORGANISATIONS PAYSANNES FORMÉES

27 SESSIONS DE FORMATION

134 APPRENANTS FORMÉS, DONT 34 FEMMES

MONTANT TOTAL DE CRÉDITS LIBÉRÉS AUX SFD : 1.303.439,10 EUR

6 SYSTÈMES FINANCIERS DÉCENTRALISÉS BÉNÉFICIAIRES

La FCMN, pose les jalons, mois après mois, de sa reconstruction sur de nouvelles bases : il s'agit de créer de la cohésion et de la confiance au sein de l'organisation à tous les niveaux. Dans le cadre du partenariat avec SOS Faim, les activités de redynamisation de l'action collective des unions concernent désormais 15 unions des régions de Tillabéri, Niamey, Dosso, Zinder, Diffa, et Tahoua. Ce travail d'accompagnement de proximité est désormais considéré comme un modèle qui doit être élargi à toutes les unions. Enfin, SOS Faim est venue en aide aux maraîchers de la fédération victimes des importantes inondations survenues en 2020.



FUCOPRI

FÉDÉRATION DES UNIONS DES COOPÉRATIVES DES PRODUCTEURS DE RIZ

La FUCOPRI a continué à déployer les services auprès de ses membres malgré le contexte difficile du Niger lié aux aléas climatiques et à l'insécurité. Le projet financé par le ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable donne de bons résultats. Il concerne l'utilisation maîtrisée des intrants chimiques et l'aménagements de terres inondables.

L'audit réalisé en 2020 a confirmé certaines fragilités dans la gestion et la gouvernance de la fédération et la nécessité de renforcer ces aspects.



Deux évènements ont marqué l'année 2020 pour AEC :

- ✓ La série de séminaires régionaux, ayant pour thème « Placer les droits fondamentaux du monde rural au cœur du processus électoral de 2020-2021 » dans laquelle l'équipe d'AEC est allée à la rencontre de citoyens, d'élus et de responsables associatifs, afin de discuter de différentes problématiques au plus près des réalités des nigériens. Le constat de l'équipe d'AEC est sévère : énormément de personnes sont dans la survie ; elles n'attendent rien des autorités et le niveau de défiance envers toutes les élites est très grand.
- ✓ Le séminaire national d'AEC, organisé du 4 au 6 décembre, a notamment abordé les droits des paysans, le changement climatique ou le financement des services sociaux. La spécificité de l'année 2020 a concerné l'audition d'une dizaine de candidats aux élections présidentielles et législatives du 27 décembre. Cette contribution d'AEC au débat public et démocratique, malheureusement trop rare dans nombre de pays de la sous-région, montre, si besoin en était, toute la crédibilité de l'association pour jouer son rôle d'acteur de la société civile utile et responsable.

Alors qu'AEC est régulièrement critiquée (voire menacée : ses cadres sont régulièrement emprisonnés) par les autorités nigériennes mais aussi les bailleurs de fonds, l'association a démontré en 2020 sa grande capacité à favoriser le débat autour d'enjeux sociétaux de première importance. Un travail utile et salutaire de défense des droits des citoyens et de l'action collective.



Amis du Kivu assure le suivi et l'accompagnement de 46 groupements de producteurs (OP ou coopératives), dans le but de renforcer leur organisation et leurs pratiques agroécologiques. En 2020, Amis du Kivu a réussi, en s'adaptant aux mesures et restrictions anti-Covid-19, à poursuivre ses activités. Un accent particulier a été placé sur 14 groupements nouvellement encadrés. Par ailleurs, Amis du Kivu continue ses activités de sensibilisation des communautés aux enjeux environnementaux, en organisant notamment des campagnes de reboisement et en encourageant l'agroforesterie, le compostage, la fumure organique, etc. Une vidéo a été réalisée début 2020 afin de présenter cet aspect de l'action d'Amis du Kivu.

Ce partenaire bénéficie depuis 2018 d'un appui financier du réseau des magasins Naturata : merci à lui !



Visionner la vidéo

FOPAC SK

FÉDÉRATION DES ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS AGRICOLES DU CONGO – SUD-KIVU

La FOPAC a poursuivi ses appuis à l'attention de ses organisations paysannes membres. Les faiblesses en matière de gestion et de gouvernance nous ont incités à commanditer en 2020 un audit externe indépendant du partenaire.



Le CROCPR, jeune réseau de 15 plateformes nationales, continue son développement. Le réseau poursuit son programme de promotion de la méthode SRI (Système de Riziculture Intensive) au niveau sous régional. Une étude sur le niveau d'adoption de cette méthode - plus respectueuse de l'environnement - en Afrique de l'Ouest (dans 7 pays) est en cours de finalisation.

En 2020, ce partenaire a aidé certains de ses membres (au Bénin, Burkina Faso, Niger et Mali) à organiser leurs journées nationales de promotion du riz local.

Vu le contexte sanitaire, le réseau n'a pas pu effectuer ses missions de plaidoyer auprès des institutions régionales ni ses missions d'appui à la structuration des plateformes nationales de riz dans les pays.



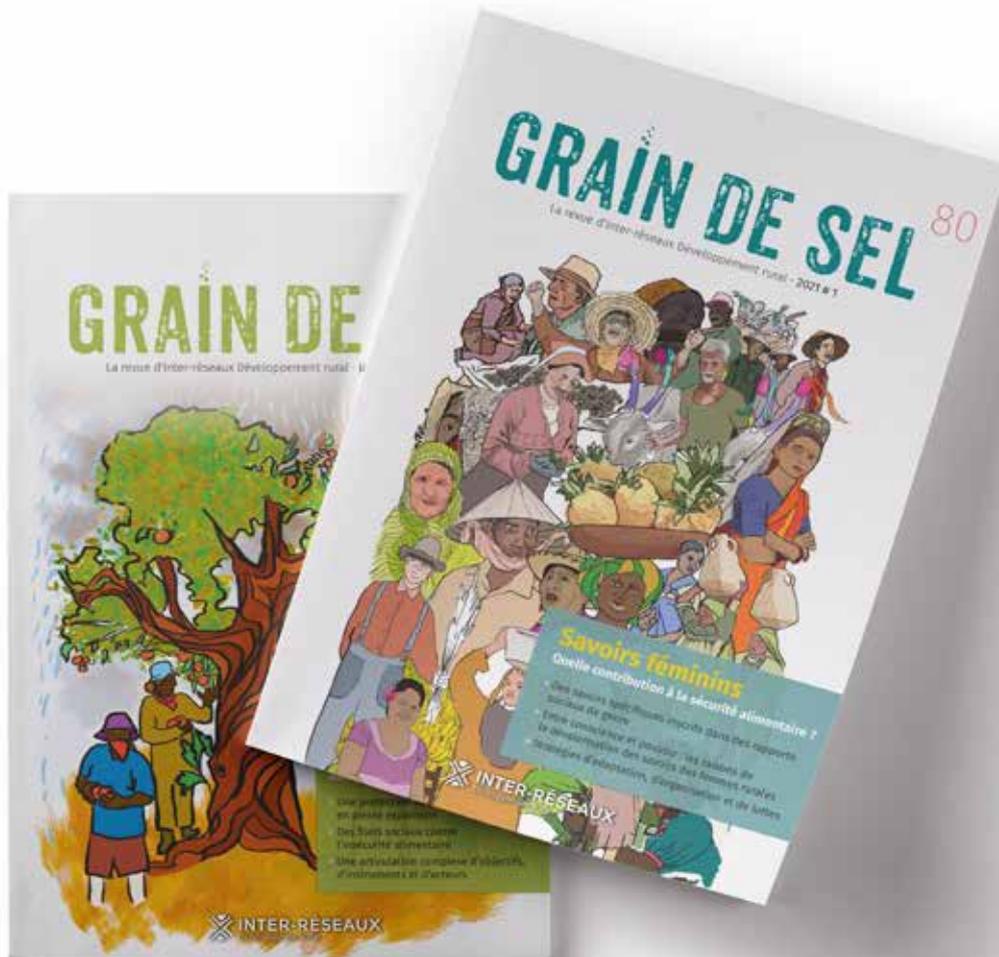
Tout au long de l'année 2020, « la Convergence » a poursuivi son travail de sensibilisation et de promotion sur les rôles et responsabilités des femmes et des jeunes dans la gouvernance foncière.

La Convergence s'est efforcée d'influencer - à travers l'organisation d'ateliers dans cinq pays différents - les décisions des chefs traditionnels et des décideurs politiques afin d'obtenir une meilleure reconnaissance des droits des femmes et des jeunes concernant l'accès à la terre. La Convergence se bat pour une gouvernance foncière plus inclusive et plus équitable. SOS Faim soutient ce volet très important du mouvement.



Inter-réseaux a poursuivi en 2020 ses travaux ayant trait au développement rural en Afrique. Dans le contexte de crise sanitaire, l'appui structurel de SOS Faim a permis la mise en place d'outils numériques de collaboration à distance.

Par ailleurs, le soutien de SOS Faim a permis à Inter-réseaux de poursuivre son travail en vue d'élaborer un livret méthodologique sur la valorisation de contenus. Le projet de cartographie des OP a également été poursuivi. En plus du Burkina Faso, il s'est élargi au Bénin et au Niger. Ces deux chantiers seront poursuivis en 2021.



L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le changement social et la solidarité sont des valeurs fortes de notre association. En parlant d'économie sociale et solidaire (ESS), nous défendons le principe d'une économie au service d'un monde socialement plus juste et plus solidaire.



Concrètement, cela signifie que la richesse doit être équitablement partagée entre le capital et le travail, que les emplois créés doivent être décents, que l'environnement doit être respecté. Concernant spécifiquement les services financiers, l'inclusion financière qui peut découler d'une telle approche ne constitue pas une fin en soi et n'a d'intérêt que si elle permet de créer une richesse localement et équitablement redistribuée.

Le mouvement de l'ESS gagne du terrain sur le continent africain. Moins formalisées qu'en Europe, des initiatives, parfois anciennes, se développent et se consolident. Un certain nombre d'entreprises portant une vision sociale forte, issue de leur origine (souvent des projets de développement) peuvent se prévaloir des principes de l'ESS. En 2020, SOS Faim a intensifié ses appuis à ce type d'organisations, en particulier des systèmes de financement décentralisés (SFD) ou des coopératives agricoles. A titre d'exemple, deux d'entre elles, Buusaa Gonofaa MFI (Ethiopie) et le RENACA (Bénin) furent finalistes du Prix Européen 2020 de la Microfinance grâce à leur produit innovant en matière d'épargne. Citons également deux nouveaux partenaires identifiés au Mali et au Burkina Faso, les SFD CVECA-ON SEGOU et CEC-BM.

Pour SOS Faim, l'ESS, c'est aussi donner à chacun les clés pour pouvoir prendre des décisions éclairées, quand il s'agit, par exemple, de contracter un crédit. Comprendre les enjeux, porter un regard critique sur l'offre de crédit, savoir analyser les risques et les opportunités, ce sont les objectifs de la formation AGRI+ à l'attention des producteurs, qui se sont déroulées en 2020. Alors que la plupart des acteurs publics ou privés de la finance inclusive s'évertuent à renforcer l'offre de financement d'un point de vue technique, nous faisons le choix de renforcer les capacités des femmes et des hommes qui entreprennent dans le champ d'une économie réelle, utile socialement, en milieu rural.

La stratégie ESS de SOS Faim se manifeste également par un investissement de plus de 250.000 EUR dans les entreprises SIDI (France) et ALTERFIN (Belgique), deux investisseurs sociaux qui soutiennent, par le crédit, la participation voire la garantie bancaire, des systèmes de financement décentralisés ou des coopératives agricoles actives notamment dans les secteurs de la transition écologique ou du commerce équitable.

Grâce au programme IDEAL (voir plus loin), cinq coopératives citoyennes du Luxembourg, actives dans la consommation alimentaire responsable, sont désormais appuyées financièrement par SOS Faim à travers des prises de participation. SOS Faim envisage de poursuivre ses investissements, y compris au-delà de nos frontières (Grande-Région).

Enfin, les relations bancaires de SOS Faim au Luxembourg s'inscrivent également dans cette même logique : le partenariat avec la banque coopérative Raiffeisen et l'ouverture à la BCEE d'un compte « épargne alternatif » promu par l'association Etika sont le fruit d'une recherche de cohérence entre les différents volets des interventions de SOS Faim.

LA TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE, VERS UN MONDE SANS FAIM.

L'agroécologie est un concept qui recoupe un ensemble de positionnements, de recherches, de pratiques et de techniques visant à produire de façon durable sans négliger la viabilité économique et la justice sociale.

Les pratiques agroécologiques s'opposent à l'agriculture dite « conventionnelle », intensive et fortement extractrice de ressources, largement dominante dans le monde. Or, ce modèle montre clairement ses limites. De plus en plus de travaux de recherches démontrent que **l'agroécologie est la seule voie d'avenir pour nourrir le monde³ sur le long terme**. Face au défi de la croissance démographique, et afin de préserver les ressources naturelles dont nous tirons nos moyens de subsistance, il est urgent et nécessaire de changer de modèle et d'accélérer concrètement la « transition agroécologique ».

SOS Faim se positionne largement en faveur de l'agroécologie et accompagne ses partenaires engagés dans des démarches de recherches-actions ou de promotion des pratiques agroécologiques : Amis du Kivu en RDC, FUCOPRI au Niger, CRCOPR et CMAT en Afrique de l'Ouest, RÉPAB au Bénin, SYNPA au Bénin, FC en Ethiopie, etc.

Au Bénin, nous avons identifié une initiative originale entièrement dédiée à l'agroécologie : la « ferme-école SAIN ». Atypique, nichée dans les collines du département de l'Ouémé-Plateau, cette ferme est un modèle d'intégration de nombreuses productions : riz, maraîchage, céréales et tubercules côtoient aquaculture, élevage de volailles et de lapins, et arbres

fruitiers. La ferme est l'exemple parfait du « Zéro déchet ».

Forte de son succès et constatant que les jeunes béninois manquaient de perspectives en milieu rural, la ferme a évolué et est donc devenue en 2003 une « ferme-école » qui propose des formations théoriques mais surtout pratiques, aux jeunes ruraux du Bénin. A l'issue de leur formation de 12 ou de 18 mois, les jeunes sont ensuite accompagnés pour leur installation.



SOS Faim a choisi de soutenir et d'accompagner, à partir de 2021, les activités pédagogiques de la ferme-école SAIN, hébergée par l'Association Agroécologique et Action Communautaire (AAGAC). Le financement et l'accompagnement de ce nouveau partenaire béninois, nous permettront d'allier **promotion d'un modèle agricole durable et insertion des jeunes dans l'agriculture**.

³ Cf. Rapport « Agroécologie et droit à l'alimentation », d'Olivier De Schutter, rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation sur sa mission à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et membre de SOS Faim Luxembourg.
http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_fr.pdf
http://www.bfc-international.org/IMG/pdf/Mission_a_l_Organisation_des_Nations_Unies_pour_l_alimentation_et_l_agriculture_fao_fr.pdf



SENSIBILISATION DU PUBLIC MARCHÉ DES ALTERNATIVES

Malgré un contexte sanitaire délicat, la 5ème édition de l'« Alternativen Liewensmëttel Maart », a été maintenue le 18 octobre au CarréRotondes, dans le cadre des Transition Days organisés par le CELL.

L'engagement de la trentaine d'exposants a été récompensé par la participation de plus de 500 personnes, venues à la rencontre des promoteurs d'une alimentation responsable au Luxembourg. Désormais incontournables, les ateliers d'animation

Fantastic Food et Le monde des gourmets ont rencontré le succès habituel.

Sur le stand de SOS Faim, le public est venu partager ses interrogations sur les moyens de réduire son empreinte alimentaire et s'informer davantage sur les effets positifs de la consommation responsable en faveur d'une meilleure répartition des ressources entre populations du Nord et du Sud.



“ LE PRIX JUSTE ET LE « COÛT VÉRITÉ »; QUELLE EST LA VALEUR DE NOTRE ALIMENTATION ? ”

L'INNOVATION DE L'ANNÉE A ÉTÉ CONSTITUÉE PAR UNE EXPOSITION PÉDAGOGIQUE SUR : « LE PRIX JUSTE ET LE « COÛT VÉRITÉ » : QUELLE EST LA VALEUR DE NOTRE ALIMENTATION ? ».

Fruit d'une collaboration avec Co-Labor et l'association SEED (pour la préservation des semences paysannes), l'exposition permet au public de s'interroger sur sa perception des prix de l'alimentation et de comprendre que la recherche des prix les plus bas occasionne de graves externalités négatives, aussi bien environnementales que sociales ou sanitaires.

**POURQUOI PAIE-T-ON PLUS CHER UN PRODUIT LOCAL / ÉQUITABLE / BIO ?
COMMENT LES CONDITIONS DE PRODUCTION INFLUENT SUR LE PRIX ?**

La campagne « Changeons de Menu ! » prend un nouveau tournant. Les messages actuels sont renforcés par de nouveaux contenus permettant de comprendre la dimension systémique du problème.

Par ailleurs, la campagne oriente le débat vers le rôle des pouvoirs publics dans la nécessaire transformation du système alimentaire agro-industriel et se dote d'un nouveau slogan :

**CHANGEONS DE MENU,
ÇA VAUT LE COÛT !**

LA SENSIBILISATION SOUS UNE AUTRE FORME

« FAUT QUE ÇA CESSE ! LE DROIT
À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ
POUR TOUT.E.S ! » :

L'inégale répartition de la disponibilité alimentaire entre pays riches et pays en développement n'est pas le fruit du hasard. Cette situation est vécue au quotidien par des millions de personnes. SOS Faim a voulu écouter les réactions de la rue ouest-africaine face à cette injustice et a donné carte blanche à une troupe de théâtre-action du Burkina Faso.

La troupe ARCAN s'est ainsi lancée dans l'écriture puis l'interprétation de scènes filmées illustrant l'évolution des perceptions des rapports Nord-Sud. Réalisée durant l'été 2020, cette série de quatre épisodes vise à faire comprendre la complexité des problèmes en invitant les spectateurs du Nord à se mettre à la place d'un paysan ou d'un consommateur du Sud.

Ces situations se déroulent en « décors naturels » : sur un marché, devant un kiosque, dans un salon de coiffure et chez un tailleur.

L'authenticité des décors contribue au « langage vérité » des échanges entre les protagonistes des différentes scènes qui se terminent toutes sur ce message commun : « Faut que ça cesse ! Le droit à une alimentation de qualité pour tout.e.s ! »

Les scénettes ont vocation à nourrir un débat avec un public, en particulier avec des classes ou lors de soirées qui seront programmées en 2021.



TOME 1 : DES DROITS POUR LES PAYSAN.NE.S



TOME 3 : RESTAURER LES CULTURES VIVRIÈRES



TOME 2 : MANGER COMME UN EUROPÉEN



TOME 4 : LES PERDANTS DE LA MONDIALISATION

APPUI AUX INITIATIVES CITOYENNES

IDEAL Initiatives pour le Développement d'Alternatives au Luxembourg



TERRA

Coopérative
agroécologique
www.terra-coop.lu



Épicerie coopérative
et citoyenne
www.altercoop.lu

OUNI

Épicerie sans
emballage
www.ouni.lu



**MESA : coopérative de la
Maison de la Transition
à Esch comprenant un
restaurant et une épicerie**
www.transition-minett.lu

Eis Epicerie
Expovist Lutzerath - Germond Wever - Zolwer

Épicerie et restaurant
solidaires à base de produits
biologiques, locaux, de
saison et à prix raisonnables
www.eisepicerie.lu

75.000 EUR D'INVESTISSEMENT

AU 31.12.2020

- ✓ INVESTISSEMENT (PRISE DE PARTICIPATION) DANS DES INITIATIVES LOCALES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE.
 - ✓ MAXIMUM 15.000 EUR PAR INITIATIVE
 - ✓ AGRICULTURE DURABLE ET/OU CONSOMMATION RESPONSABLE
 - ✓ PRIORITÉ AUX INITIATIVES COLLECTIVES (COOPÉRATIVES)
 - ✓ PERSPECTIVES : CHANGEMENT D'ÉCHELLE ET EXTENSION À LA GRANDE RÉGION
-

LE PLAIDOYER POLITIQUE, UN TRAVAIL DE LONGUE HALEINE

Alors qu'en décembre 2018, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le Luxembourg a voté en faveur de la Déclaration des droits des paysans et autres personnes vivant en milieu rural (DDP), ce texte n'a pas encore été traduit par la mise en œuvre de politiques dédiées. Sous l'impulsion de SOS FAIM, un collectif s'est donc formé pour accompagner la promotion de ces droits qui représentent un immense succès et autant d'espoir pour le monde paysan.



Michèle Perrin-Taillat et Colin D. Robertson, tous deux membres bénévoles du groupe de travail « Les Amis de la Déclaration des Droits des Paysans », nous expliquent les raisons de leur engagement.

Notre but est de promouvoir la mise en œuvre de la DDP. Le groupe s'est constitué tout naturellement autour des organisateurs du séminaire du 15 novembre 2019 (SOS Faim, l'ASTM, Frères des Hommes, et le Cercle des ONGD). En tant qu'experts du programme des Nations Unies « Harmony with Nature », membres de l'ALNU, et membres de SEED, nous ne pouvions que rejoindre le groupe.

Michèle Perrin Taillat nous explique ce qui l'a motivée à rejoindre ce groupe de travail

Le déclic a été le séminaire.

La DDP, instrument onusien de droits humains remarquable, vient couvrir les manquements dans les faits de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 ; les souffrances paysannes n'ont pas cessé : trop souvent, les paysans se voient privés de leur terre, ce que la DDP dénonce avec une grande fermeté.

De même, les semences industrielles ne vont assurer un haut rendement qu'au prix d'une addition grandissante d'engrais chimiques et de produits destructeurs de la biodiversité et de la santé humaine, alors que les semences développées depuis des millénaires par les paysans se prêtent bien à une agriculture agroécologique. Pourquoi créer des obstacles à leur libre échange ? Là encore, la DDP se distingue, en insistant sur le droit aux semences. Enfin, la DDP présente les paysans comme sujets de droits, et non comme bénéficiaires de subsides. Elle défend ces droits tout en respectant la Nature.

Quels sont les succès de ce groupe de travail ?

Le groupe est petit mais dynamique, avec une bonne coordination. Déjà il a pu produire un document de synthèse du séminaire, Des droits pour les paysans et les ruraux : place à l'action !

Il a également pris contact avec des instances politiques nationales pour entamer une réflexion sur la DDP. Par ailleurs, une coopération avec l'Université de Luxembourg se dessine.

Au niveau international, plusieurs organisations coopèrent pour promouvoir la mise en œuvre de la DDP.

Quel a été, selon vous, le rôle de SOS Faim ?

Dans toutes les démarches de ce groupe, SOS Faim a joué un rôle clé et a favorisé la coopération au sein du Cercle des ONG, montrant comment on devient plus fort quand on travaille ensemble. SOS Faim travaille dans la bonne direction, tant dans ses appuis à des initiatives locales en Afrique que dans son travail de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la DDP !



Consultez la synthèse du séminaire



RÉCOLTE DE FONDS

UN BEAU SUCCÈS MALGRÉ LA CRISE

En 2020, nous avons récolté la somme de 731.289,74 EUR grâce à 10.212 dons. Ces deux montants constituent un record pour SOS Faim. En 2019, nous avons récolté un peu moins de 700.000 EUR mais ce montant comprenait un héritage exceptionnel de 115.000 EUR. Nous sommes bien évidemment très reconnaissants de la générosité de nos fidèles donateurs.

A vrai dire, nous nous attendions à enregistrer une récolte de fonds en baisse en 2020, année de crise sanitaire, à l'image de bon nombre d'associations luxembourgeoises. **Quelles ont été les raisons du succès en 2020, alors que nous n'avons pas mené d'opération particulière de prospection** et n'avons reçu aucun héritage ? Elles sont sans doute multiples.

Nous avons tout d'abord noté une hausse des dons effectués à la mémoire d'un défunt, suite à l'appel de sa famille. Ainsi, nous tenons à remercier chaleureusement les familles des personnes décédées en 2020, citées ci-après, qui ont invité leurs proches à effectuer un don à SOS Faim : Monsieur François Ortolani, Monsieur Guy Steichen, Monsieur Lucien Thill, Madame Promme-Diderich, Madame Elisabeth Gompelmann-Eippers, Madame Julie Schuler-Lentz, Madame Patricia Field, Madame Sophie Molitor-Walting et Madame Monique Kieffer-Kinsch, Présidente d'Honneur de SOS Faim.

En outre, un important subside communal de la Ville de Differdange a également contribué au succès de la récolte de fonds (voir ci-après).

Au-delà de ces événements, nous pensons que notre approche traditionnelle de récolter des fonds auprès du public, via des bulletins imprimés essentiellement, n'a pas engendré de baisse sensible de la récolte, au contraire d'ONG plus actives dans l'organisation d'événements (sportifs, culturels, caritatifs, etc.) et/ou ayant recours à la récolte de rue, par exemple.

Surtout, nous pensons que l'approche de SOS Faim en la matière, les thématiques agricoles, alimentaires ou en finance solidaire, la justesse du ton employé, la « proximité » que nous essayons d'entretenir avec les donateurs, le dévouement du Conseil d'Administration et de l'équipe depuis de longues années, etc. Tous ces paramètres doivent assurément plaire à un nombre croissant de personnes au pays.

Pour rappel, **SOS Faim est membre de l'association Don en Confiance Luxembourg** et met un point d'honneur à respecter scrupuleusement son Code de bonne conduite.

En tous les cas, un grand merci à toutes et à tous !



QUELQUES CHIFFRES POUR CONCLURE

80% des donateurs sont des personnes physiques alors que 20% sont des personnes morales (entreprises, communes, fondations, etc.) : un pourcentage en hausse.

Par ailleurs, si 98% des donateurs résident au Luxembourg, 2% d'entre eux sont des frontaliers, un montant en hausse également alors qu'aucune action n'est menée au-delà des frontières nationales.

TÉMOIGNAGE D'UNE DONATRICE

Du crochet solidaire par Madame Cruciani



Depuis 2019, Madame Cruciani propose à la vente divers travaux au crochet fait à la main au profit de SOS Faim notamment.

Mara Cruciani habite à Fentange et est retraitée depuis trois ans. En 2018, suite à un congé maladie, elle met en place son projet de crochet solidaire. Chaque jour, elle crochète des peluches et des poupées originales et les vend au

profit de SOS Faim et d'une autre association. De fil en aiguille, grâce aux réseaux sociaux et au bouche-à-oreilles, mais surtout grâce à son travail de haute qualité, Mara Cruciani acquiert sa notoriété : les commandes augmentent nettement, à tel point qu'elle a même du mal à suivre leur rythme ! Cela ne la décourage pas pour autant, tout au contraire : telle une styliste, elle se met à imaginer de nouvelles figurines, de nouveaux modèles, de nouveaux costumes, toujours uniques. L'Afrique devrait grandement l'inspirer dans le futur.

Au total, Mara Cruciani a déjà versé 4.463,70 EUR à SOS Faim ! Un tout grand merci à elle pour son engagement à nos côtés.



PARTENARIATS

Parmi les personnes morales donatrices, à côté des entreprises et des fondations, les communes luxembourgeoises constituent un acteur important pour SOS Faim.

En 2020, 19 d'entre elles (sur 102 que compte le pays) ont accordé un subside communal à SOS Faim pour un montant total de 79.739 EUR représentant près de 11% de la récolte de fonds totale. Nous avons voulu les honorer en mettant en exergue quatre d'entre elles :



BECKERICH

Depuis de très nombreuses années, la commune de Beckerich consacre 0,7% de ses dépenses ordinaires à la solidarité internationale, en attribuant divers subsides à de nombreuses ONG de développement. Depuis 22 ans, suite à une rencontre très riche entre le regretté Camille Gira, jeune bourgmestre à l'époque, et Mamadou Ouédraogo et Bernard Njonga (directeurs de nos deux premiers partenaires africains, Prodia au Burkina Faso et le Sailand au Cameroun), tous deux également décédés, Beckerich appuie SOS Faim à l'aide d'un subside annuel qui s'élève à 3.000 EUR aujourd'hui. Cette fidélité est bien davantage qu'un don caritatif : elle illustre une vision partagée progressiste du monde.

DUDELANGE

A travers l'association Diddeléng Hëlleft, présidée par son bourgmestre, la Ville de Dudelange a depuis de longues années exprimé sa solidarité avec les pays du Sud. Tout au long de l'année, l'association organise diverses activités de récolte de fonds à travers la Ville dont les montants sont ensuite augmentés d'un subside de la Ville. L'événement phare de l'année pour Diddeléng Hëlleft demeure son traditionnel Marché Tiers Monde qui a généralement lieu le premier week-end de juillet. Une occasion unique pour le public de découvrir les ONG bénéficiaires des subsides de Diddeléng Hëlleft, de déguster des plats des quatre coins du monde et de faire la fête dans la convivialité. Depuis 25 ans, SOS Faim bénéficie très régulièrement de la générosité de Diddeléng Hëlleft.



FOCUS SUR LES COMMUNES



DIFFERDANGE

Depuis de longues années également, la Ville de Differdange appuie des projets dans les pays en développement, à travers son initiative « Déifferdeng, eng Stad hëlleft ». Ce n'est cependant que depuis 2019 que la Ville a décidé de consacrer un budget de 0,25% de ses dépenses ordinaires à de tels projets de développement. En 2020, cela représentait un budget conséquent de 320.000 EUR, qui fut octroyé à neuf ONG agréées dont SOS Faim. Un subside de 60.000 EUR nous fut accordé par le Collège échevinal pour deux de nos partenaires : Facilitator for Change en Ethiopie et le Cadre de Concertation des Producteurs de Riz d'Afrique de l'Ouest. Jamais une commune ne nous avait accordé un tel montant. Un grand merci à la Cité du Fer pour son immense générosité !

SCHIFFLANGE

Schifflange, c'est d'abord la commune du siège social de SOS Faim : nos bureaux sont situés à 100 mètres de l'administration communale. Logique et naturel d'avoir dès lors développé d'intenses relations avec « notre » commune. Celles-ci se traduisent par des appuis financiers en faveur de nos partenaires africains, principalement à travers l'association Schëffleng Hëlleft présidée par le bourgmestre. Mais le partenariat va plus loin : en 2019, le Collège échevinal nous a proposé de louer et d'animer une maison dont elle est propriétaire à la condition qu'elle ait une dimension citoyenne et solidaire. Nous lui avons donc soumis un projet original d'un tiers-lieu de l'agriculture durable et de l'alimentation responsable. La maison sera co-gérée par huit jeunes étudiants ou volontaires européens qui logeront dans la maison et seront encadrés par SOS Faim. La toute nouvelle maison devrait être prête en 2023. Un sacré défi pour SOS Faim !



Les autres communes qui nous ont soutenus en 2020 sont Bettembourg, Betzdorf, Ettelbrück, Feulen, Frisange, Kehlen, Litgen, Luxembourg, Mersch, Mertert, Mertzig, Niederanven, Saeul, Sandweiler, Schuttrange, Waldbillig et Wiltz. Un grand merci à elles !

DES ALLIANCES POUR PLUS D'IMPACT



Meng Landwirtschaft
Mäi Choix!
www.meng-landwirtschaft.lu



INITIATIVE DEVOIR DE VIGILANCE LUXEMBOURG

Nous l'avons déjà dit, des alliances sont absolument nécessaires pour une association de taille relativement modeste comme SOS Faim. Non pas dans une optique de plus de moyens, mais plutôt de plus d'impact.

SOS Faim est membre d'une bonne dizaine de réseaux et d'autres associations : notre implication et leur valeur ajoutée sont très variables. A côté de ces adhésions institutionnelles, des collectifs associatifs se nouent au gré des opportunités. Nous avons remarqué que les échanges et dynamiques de ces collectifs partageant les mêmes valeurs et poursuivant un même objectif étaient souvent bien plus riches que les adhésions formelles. **Deux exemples :**

Les inondations qui ont frappé le Sahel en 2020 ont grandement affecté les producteurs agricoles. Comme évoqué ci-avant, au Niger, notre partenaire FCMN fut particulièrement touché. Très rapidement, une concertation très pragmatique s'est enclenchée entre trois des partenaires stratégiques de la fédération des maraîchers : l'ONG CCFD-Terre Solidaire, l'investisseur social SIDI (tous les deux de

France) et SOS Faim. Le partenaire nous a soumis une seule demande et, avec une efficacité redoutable, les trois partenaires financiers se sont répartis les besoins du partenaire, à sa grande satisfaction.

L'organisation à Luxembourg en novembre 2019 du séminaire sur la Déclaration des Droits des Paysans et son suivi furent l'occasion d'enclencher une double dynamique d'alliances : au niveau national, elle a intensifié les relations – déjà fortes et régulières – avec l'ASTM et Frères des Hommes, deux ONG très proches de nous, mais aussi avec notre fédération le Cercle des ONG. Ce qui fut toutefois nouveau pour nous fut **l'émergence d'un collectif très riche au niveau européen, avec les ONG CETIM (Suisse), FIAN (Belgique) et CFSI (France).** Cette dynamique est très enrichissante grâce à l'expertise avérée de ces ONG et de leur longue expérience en matière de plaidoyer politique. Sans conteste, il s'agit d'un processus très pédagogique pour nous qui devrait se poursuivre dans les années à venir.

FINANCES

La gestion prudente et responsable a toujours guidé la politique financière de SOS Faim. Cette approche lui assure une certaine autonomie d'action et lui permet d'entrevoir l'avenir avec une certaine sérénité.

Par ailleurs, SOS Faim tient à garantir à tous une totale transparence de ses finances.

Les états financiers 2020 de l'association ont ainsi été :

- Audités par un réviseur indépendant (GSL Audit)
- Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire organisée en ligne en juin 2021
- Mis en ligne, dans leur version intégrale, sur notre site Internet : www.sosfaim.lu
- Déposés au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg et sont consultables sur LBR.lu avec le numéro RCS : F554



EN TANT QUE MEMBRE DE L'ASSOCIATION DON EN CONFIANCE,
SOS FAIM A VEILLÉ À RESPECTER SCRUPULEUSEMENT
LE CODE DE BONNE CONDUITE DE L'ASSOCIATION.

CELUI-CI EST DISPONIBLE SUR LE SITE
DONENCONFIANCE.LU



INSTANCES

A ce jour, SOS Faim compte 45 membres entièrement bénévoles et qui ne paient aucune cotisation. Le Conseil d'Administration (CA) est élu par l'Assemblée Générale (AG) pour un mandat de deux ans, renouvelable. Le CA actuel est en place depuis le 25 mai 2019 et le sera jusqu'en 2021 où une élection est prévue courant du mois de juin.

Actuellement, les membres de l'AG et du CA (en vert) de SOS Faim sont les suivants :

Frank ADAMS

Marc BINSFELD

Léonard BOVY

Félix BUCHLER

Myriam CECCHETTI

Anne CONTRERAS

Guy DE MUYSER

Céline DEPIESSE,
Secrétaire

Olivier DE SCHUTTER

Gary DIDERICH

Aude EHLINGER-SEDEJ

Dirk EVENEPOEL

Véronique FABER

Jean FEYDER

Katy FOX

Coumba FURLANI-FALL

Marie-Christine GREGOIRE,
Vice-Présidente

David HIEZ

Christiane KAYSER

Yonas KINDE

Chloé KOLB

Karin KREMER

Erik KUGENER

Eric LAVILLUNIERE

Gérard LECUIT

Hassane MAMOUDOU

Nicolas MARGUE

Marc MEES

Benoît MORISSET

Deogratias NIYONKURU

Bernard NJONGA †

Nathalie OBERWEIS-TSHINZA

Bineta Diaw OOSTERHAVEN NDOYE,
Trésorière

Linda ORTOLANI

Rachel RECKINGER

Roland REILAND

Christian SCHMITZ

Norry SCHNEIDER

Alou SIDIBE

SOS FAIM – SOS HUNGER

Bio Goura SOULE

Marc SPAUTZ

Marc THILL

Joakim WAHLMAN

Raymond WEBER,
Président

EQUIPES

Mali

Safiatou MALET-COULIBALY,
Représentante de SOS Faim au Mali

Silamakan TOUNKARA,
Chargé des outils financiers Agri+

Adama MALE, Chargé de formation Agri+

Yacouba SANOGO, Comptable

Boubacar SOUMARE,
Responsable administratif et financier

Hawa TRAORE-SOW, Assistante administrative et financière

Mahamadou KEITA, Chauffeur

Mamadou KOUYATE, Chauffeur

Niger

Idrissa Hassane, Chargé de formation Agri+

Yahaya Moussa Abdoul Naser,
Chargé de formation Agri+

Burkina Faso

Alimata SAWADOGO,
Représentante de SOS Faim au Burkina Faso

Boubakar TEGUERA, Chargé des outils financiers Agri+

Arsène KONATE, Chargé de formation Agri+

Yves SOMDA, Assistant comptable et administratif

Annick KABORE, Secrétaire de direction

Lacina BASSANE, Chauffeur

Issaka OUEDRAOGO, Chauffeur

Ethiopie

Sorsa Debela, Assistant technique

Luxembourg

Nedjma Bennegouch,
Coordinatrice du pôle Partenariats et Agri+,
Responsable des Partenariats Niger

Marie-Noëlle Brigode,
Responsable Communication

Thierry Defense, Directeur

Chris Felten, Responsable des Partenariats – Ethiopie et Mali

Camille Hachez, Responsable de la Récolte de Fonds

(a (partiellement) remplacé Cécile Havard, en congé parental)

Cécile Havard, Responsable de la Récolte de Fonds (partiellement en congé parental)

Marine Lefebvre, Coordinatrice du pôle Information – Plaidoyer

François Legac, Coordinateur du pôle Finances, Responsable des outils financiers Agri+, Responsable des Partenariats Burkina Faso

Fanélie Meyer, Responsable des Partenariats Bénin- RDC/Kivu – Sénégal

Alexandre Mortelette, Assistant au pôle Information

Stéphanie Rajchel, Responsable administrative et aux Ressources Humaines

Dalila Rehamnia, Assistante à l'Information et à la Récolte de Fonds

Laurence Thill, Responsable de la Sensibilisation

Laetitia Vautier Corredera Perez,
Responsable Comptabilité



Rédaction :
SOS Faim Luxembourg

Design graphique :
Bunker Palace

Imprimé en juin 2021
© SOS Faim Luxembourg



www.sosfaim.lu
www.changeonsdemenu.lu
www.agriplus.lu

 **SOS-Faim-Luxembourg**

